

grande prospérité par tout le Canada. Qu'avons-nous eu? De la misère, encore et toujours du chômage. Évidemment, les manufactures ne sont en activité que quelques jours la semaine, ne pouvant se débarrasser de leurs excédents.

Voici ce que déclarait, d'après la page 537 des *Débats* français du 29 janvier 1960, l'honorable ministre du Travail:

Et la récession? Chacun sait qu'elle est finie.

A la fin de janvier 1959, le ministre du Travail déclarait encore:

La récession, tout le monde sait qu'elle est terminée.

Est-ce là la déclaration d'un homme sérieux, d'un homme qui étudie les rapports économiques qui lui sont soumis par des experts du gouvernement? Ces rapports, on les a tout simplement mis de côté pour reprendre la rengaine habituelle.

Plus loin, à la page 1785 de l'édition française des *Débats*, on relève ces paroles de l'honorable ministre du Travail:

Ce n'est pas seulement le gouvernement qui prétend que la récession est finie. Je suis très étonné que les membres de l'opposition soient les seuls à exprimer des opinions contraires.

Il était surpris que seuls les membres de l'opposition, qui pourtant n'ont pas les mêmes facilités de recherche que le gouvernement, soient plus au courant qu'eux-mêmes de ce qui se produirait en 1959.

Nous lisons, à la page 2793 des *Débats* français du 31 mars, les paroles qu'a prononcées le ministre des Finances lors de son exposé du budget; il disait alors:

J'ai confiance cependant que l'embauche augmentera à mesure que le printemps fera naître de nouvelles possibilités d'emploi et que l'économie poursuivra sa marche ascendante.

C'est le ministre des Finances qui nous a dit cela le 31 mars.

Et que s'est-il produit? Il a été obligé de modifier sa déclaration, à cause de son imprévoyance, et de nous avouer qu'au lieu du surplus de 12 millions qu'il envisageait, c'était un déficit de quelque trois cents millions de dollars que l'on accuserait.

Je pourrais continuer ainsi presque à l'infini, en citant les ministres qui, tour à tour, ont fait preuve d'imprévoyance.

C'est le cas de le dire: il n'y a pas de pires aveugles que ceux qui ne veulent point voir! Ils ne voient pas, monsieur le président, mais ils verront bien que demain le parti libéral sera le prochain gouvernement du pays.

Monsieur le président, quand le budget a été présenté, j'ai rencontré un industriel qui m'a dit: «Moi, je réalise ce soir \$3,500 de profit grâce aux changements qui ont été apportés.» Je lui ai alors demandé: «Allez-

[M. Caron.]

vous distribuer ces \$3,500 parmi vos ouvriers?» Il m'a répondu: «Pas du tout, ils sont de l'Union, ils ont de bons salaires».

Voilà ce qu'il a dit. Pour les petits, rien du tout. L'industriel, moyen et gros, encaisse les bénéfices. Et d'ailleurs, depuis le début de l'administration du présent gouvernement, nous voyons cette tendance à aider le gros bonnet. Lorsqu'on a étudié la loi sur les coalitions, on a fait encore plus pour essayer d'aider le gros au détriment du petit; on a fait de l'industriel le juge et maître de toute la situation; s'il a une raison de croire que quelqu'un a fait une chose, il n'est même pas obligé de le prouver.

C'est de cette façon que le gouvernement conservateur administre depuis 1957, et c'est pourquoi nous sommes dans une situation telle que le public canadien regrette l'erreur qu'il a commise et souhaite que le jour où il pourra réparer cette erreur ne soit pas éloigné.

Que reste-t-il pour le public? Qu'est-ce qu'on a fait pour celui qui est présentement dans la misère, pour celui qui chôme? On a rien fait. Est-ce qu'on a tenté de diminuer le taux d'intérêt afin que la construction puisse reprendre et donner du travail? Pas du tout. Est-ce qu'on a essayé de diminuer les impôts afin de faire circuler l'argent et donner ainsi un regain de vie à l'économie du pays? Rien du tout. Rien, rien du tout avec ce gouvernement.

Monsieur le président, j'ai ici des opinions de gens indépendants du gouvernement qui ont écouté attentivement l'exposé budgétaire.

Dans un article de fond qui a paru dans le *Ottawa Journal* du 21 décembre 1960, M. W. E. Currier disait:

(Traduction)

M. Eric W. Kierans, ancien professeur d'économie politique, maintenant président de la bourse de Montréal, a déclaré qu'on ne saurait s'attendre à ce que le budget produise l'essor économique que souhaite le ministre des Finances, M. Fleming.

(Texte)

Nous voyons, un peu plus loin, un autre article de M. Rudy Usick...

(Traduction)

M. Rudy Usick, président du syndicat des cultivateurs du Manitoba, a déclaré toutefois:

«Le gouvernement continue à dresser des barrières douanières de plus en plus élevées. Nous ne saurions nous attendre à augmenter nos ventes de céréales aux autres pays, en faisant en sorte qu'il leur soit plus difficile de nous vendre leurs produits.»

M. A. M. McLeod, économiste de la Banque Toronto Dominion, les a qualifiées de mesures relativement modestes, qui influeraient très peu sur les